

Le Centre affine sa stratégie pour récupérer son siège perdu en 2019 au Conseil des Etats

Isabelle Chassot ou la carte singinoise?

« MAGALIE GOUMAZ ET NICOLAS MARADAN

Election complémentaire » Le siège que le socialiste Christian Levrat libère au Conseil des Etats pour reprendre la présidence du Conseil d'administration de La Poste aiguise les appétits. Le Centre compte bien profiter de cette élection complémentaire, prévue cet automne, pour récupérer la place que Beat Vonlanthen a dû céder à la PLR Johanna Gapany en 2019. Pour y parvenir, le nom d'Isabelle Chassot circule avec insistance.

L'ancienne conseillère d'Etat fribourgeoise, actuelle cheffe de l'Office fédéral de la culture, fait savoir qu'elle poursuit sa réflexion, son parti devant encore affiner sa stratégie. Mais la décision finale ne tient pas qu'à elle. Les Alémaniques ont aussi des revendications afin que la minorité linguistique du canton soit également à nouveau représentée au Conseil des Etats.

Bulliard-Marbach renonce

Première concernée, Christine Bulliard-Marbach, qui accomplit sa troisième législature au Conseil national, a décidé de renoncer. «J'ai mûrement réfléchi. Mais je me sens très bien au Conseil national où je représente la population fribourgeoise et j'aime ce contact direct avec elle. Je suis d'ailleurs prête à me représenter en 2023 pour un dernier mandat. Le Conseil des Etats, c'est une tout autre fonction», déclare-t-elle.

«Avec le PDC singinois, je pense qu'il est important qu'on récupère ce siège» Bruno Boschung

Par contre, le député singinois Bruno Boschung se tient prêt. «En 2019, Fribourg a malheureusement perdu cet équilibre entre un francophone et un germanophone pour représenter le canton au Conseil des Etats. Avec le PDC singinois, je pense qu'il est important qu'on récupère ce siège», estime-t-il. Il ajoute que «si Le Centre opte pour une candidature alémanique, ce pourrait être une bonne opportunité pour moi».

Bruno Boschung n'a jamais caché son envie de rejoindre la Coupole fédérale. En 2019, il était candidat pour le Conseil national mais a été devancé par la bulloise Marie-France Roth Pasquier. Pre-



L'ex-conseillère d'Etat fribourgeoise Isabelle Chassot dit poursuivre sa réflexion, son parti devant encore affiner sa stratégie.

Keystone-archives

mier des viennent-ensuite de la liste, il aurait repris le siège de Christine Bulliard-Marbach. Cette dernière ayant renoncé, il affiche logiquement son intérêt pour cette élection complémentaire au Conseil des Etats.

Isabelle Chassot ou Bruno Boschung? Une figure du parti ayant tissé un réseau national ou un politicien aguerrri pour rétablir l'équilibre linguistique? La direction du parti va poursuivre les discussions mais le choix se resserre sur ces deux noms.

Egalement approchée, Marie-France Roth Pasquier a décliné. Le conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen exclut aussi toute candidature au Sénat. Le ministre de l'Instruction publique ne vise qu'un objectif: sa réélection au gouvernement cantonal. Parmi les papables, d'autres noms circulent encore. Notamment ceux de la chancelière d'Etat Danielle Gagnaux-Morel, du député broyard Eric Collomb, longtemps premier des viennent-ensuite sur la liste démocrate-chrétienne au Conseil national, ou de Laurent Dietrich, réélu le mois dernier au Conseil communal de la ville de Fribourg. Il ne faut pas oublier non plus l'ancien président du Conseil national Dominique de Buman, qui a quitté l'Assemblée fédérale en 2019.

Un profil pour séduire

Mais pour la personne qui représentera Le Centre dans la course au Conseil des Etats, l'enjeu sera aussi de séduire au-delà de son propre parti. Bien implantée dans les milieux culturels et jouissant toujours d'une grande popularité parmi la population fribourgeoise, Isabelle Chassot pourrait séduire également un électorat de centre gauche et marcher ainsi sur les platebandes socialistes. Bruno Boschung, à l'inverse, incarne l'aile droite de son parti, proche de l'économie. Il paraît ainsi plus compatible avec les valeurs libérales-radicales. Et pour les centristes, le soutien du PLR sera essentiel. Celui de l'UDC par contre est incertain. «Nous avons des candidats potentiels pour ce poste et n'allons pas laisser passer cette opportunité sans réagir. Les discussions sont ouvertes. Mais pour qu'on se range derrière une candidature unique du Centre, nous voulons avoir un retour sur investissement», lance Christophe Blaumann, président de l'UDC.

De longues discussions devront encore avoir lieu entre les partis bourgeois. Des négociations qui devront forcément tenir compte des autres échéances électorales de l'automne prochain, le renouvellement du Conseil d'Etat bien sûr, mais aussi les élections aux préfetures. »